

7 Jours Filpac Cgt

Directeur de publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin - n° 9

Air France marque le point de non retour du régime Hollande Sortons du chantage à l'emploi par l'action collective rassemblée

Le 2 décembre, date du procès obtenu par la vengeance patronale et gouvernementale contre les salariés d'Air France, doit se retourner en tribunal jugeant la politique antisociale du régime Hollande. La brutalité préméditée de l'arrestation des grévistes désignés comme coupables est le maillon d'une longue chaîne qui relie le traitement de la crise d'Air France aux menées libérales de la présidence Hollande. Pour le libéralisme, la chemise d'un PDG vaut plus que 2 900 salariés, le viol du droit à l'emploi devient une vertu.



Un système de complicité a été établi entre le gouvernement, le Medef et les syndicats institutionnalisés. Ils appellent ça « dialogue social »... Le plan gouvernement - Banque publique d'investissements - patronat qui détruit les usines papetières d'ArjoWiggins montre, entre autres exemples, l'objectif de Hollande : baisser « le coût du travail » donc augmenter le chômage, privilégier la précarité, faire reculer le niveau de vie, fermer les entreprises.

Toutes les mesures, lois et décrets ont instruit à charge le statut du travail salarié. Aux patrons ont été accordées de nouvelles exonérations d'impôts, de cotisations sociales. Les fonds publics ont été détournés par milliards au profit des patrons sans la moindre contrepartie. Le licenciement a été encouragé par la destruction minutieuse du droit des travailleurs, dont le Code du travail est l'emblématique victime.

Hollande joue le VRP du dialogue social avant la conférence du 19 octobre. Il entame, au nom du numérique, la nouvelle vague de destruction d'emplois. Il prépare une loi pour favoriser l'auto-entrepreneur libéral contre le contrat du travail salarié. Ses ministres Macron-Valls ont le rôle d'agresser et de dénigrer la résistance collective.

Résultat ? Toute direction d'entreprise, grande ou petite, confortée par le recul du droit social et la priorité donnée au chômage, se livre au chantage à l'emploi. Ce chantage prend la place des négociations sommées de devenir des capitulations. À la fin du chantage, il y a de toute façon licenciement !

Comment se sortir du chantage à l'emploi ? Comment se sortir de la vague déferlante des lois contre le droit social ? C'est la question la plus urgente posée au syndicalisme et à tous les travailleurs.

Chacun est témoin de l'exaspération sociale et la partage. L'exaspération est créée par une situation cadennassée par la peur du chômage et à la chute dans la précarité. Tous les foyers ont au moins un de leurs membres au chômage, en difficulté pour trouver un emploi ou enfermé dans un piège à précarité.

C'est invivable. Alors faisons tout pour choisir une autre vie ! Le 8 octobre a été encourageant pour les militants, qui ont pu retrouver le temps d'une manifestation le parfum de l'action collective nationale. C'est que l'affaire d'Air France, suite à l'incendie du code du travail, électrise l'ambiance sociale.

Nous avons beaucoup plus de moyens collectifs de défense que la campagne de démoralisation des DRH veut bien le faire croire. Nous avons beaucoup mieux à faire qu'à perdre notre temps avec une « conférence sociale » jouée d'avance. Nous pouvons être bien plus efficaces que cette dispersion des actions qui émousse par avance leur efficacité, alors qu'elles sont indispensables.

Ce qu'il nous faut rassembler, c'est l'action pour les revendications communes. Elles ramènent toutes à cette politique d'austérité qui subordonne les besoins du plus grand nombre au profit des grandes fortunes. Elles ciblent toutes les véritables fauteurs de crise, ceux qui détiennent les titres de propriété du capital, contrairement au Front national qui s'en prend aux immigrés dans la tradition raciste de l'extrême droite.

**Sortons du chantage à l'emploi par un « tous ensemble » sur un objectif commun :
contre l'austérité pour satisfaire les besoins sociaux de tous**